

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/34458]

9 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'annexe LVII de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'eau en ce qui concerne le modèle de contrat de service d'assainissement industriel

Le Gouvernement wallon,

Vu le livre II du Code wallon de l'Environnement, constituant le Code de l'Eau, les articles D. 260, § 3, inséré par le décret-programme du 12 décembre 2014 et modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018, D. 263, § 1er, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2013;

Vu la partie réglementaire du livre II du Code wallon de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Vu le rapport du 25 mai 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 29 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Considérant l'article R.336/6, § 2, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article R.165, § 22, les mots « en annexe LVII » sont remplacés par les mots « en annexe LVIIbis ».

Art. 2. L'annexe « Annexe LVII : Panneaux d'indication de zone de prévention de prise d'eau de surface » de la partie réglementaire du code de l'eau est renumérotée comme suit : « Annexe LVIIbis : Panneaux d'indication de zone de prévention de prise d'eau de surface »

Art. 3. Dans l'article R.336/3, au paragraphe 1^{er}, il est inséré, après les mots « les révisions des tarifs unitaires », les mots « et des coefficients de calcul du Coût-Vérité Assainissement Industriel ».

Art. 4. Dans l'annexe LVII intitulée « Modèle de contrat de service d'assainissement industriel » du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2018 les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 7.1 est remplacé par ce qui suit :

« 7.1 - Calcul du CAI »

L'entreprise s'acquitte du coût d'assainissement des eaux usées industrielles (CAI) calculé en fonction des charges déversées, comme suit :

Formule de calcul du C.V.A.I.

Le coût vérité assainissement industriel (C.V.A.I.) est calculé annuellement selon la formule qui suit :

$$C.V.A.I. = (CE + CI) * 1,05$$

avec :

1° CE : le coût d'exploitation;

2° CI : le coût d'investissement;

Pour mémoire, sans préjudice de l'article 7.3 du contrat, le coût des micropolluants autres que les métaux lourds n'est pas pris en compte à ce stade.

Le coefficient 1,05 représente les frais de gestion propres à la mise en œuvre du contrat de service.

Coût d'exploitation (CE)

Le coût d'exploitation est calculé, sur base des trois éléments suivants :

1° le coût d'exploitation annuel global de tous les ouvrages d'assainissement ainsi que le coût lié au suivi des rejets industriels;

2° les charges et le volume globaux en entrée des stations d'épuration;

3° les charges et le volume réellement déversés par l'établissement.

Ce qui se traduit par la formule suivante :

$$CE = \left(a \frac{Vol_{ind}}{Vol_{step-tot}} + b \frac{1 * DCO2h_{ind}}{0,75 * DCO_{step-tot}} + c \frac{0,2 * MES_{ind}}{0,5 * MES_{step-tot}} + d \frac{N_{tot_{ind}}}{N_{tot_{step-tot}}} + e \frac{P_{tot_{ind}}}{P_{tot_{step-tot}}} - 2,86 * f * \frac{N - NO_{3ind}}{0,75 * DCO_{step-tot}} \right) * E + \frac{ETM_{ind}}{ETM_{tot}} * \text{coût ETM}$$

$$\text{avec } a + b + c + d + e = 1$$

Où :

1° E est le coût d'exploitation annuel global des ouvrages d'assainissement, soit les dépenses d'exploitation issues du bilan comptable de la S.P.G.E. de l'année précédente, incluant les DIHEC (Dépense Importante Hors Exploitation Courante), déduction faite des recettes d'exploitation hors industries, des coûts énergétiques du dessableur/déshuileur et des coûts afférents aux ETM (Eléments Traces Métalliques);

2° Coût ETM est le produit de la quantité annuelle de boues déclassées en raison d'un dépassement des normes en ETM par le surcoût lié à la valorisation thermique, sur base des données de l'année précédente;

3° Volind, DCO2hind, MESind, Ntotind, Ptotind et NO3ind sont le volume et les charges annuelles en demande chimique en oxygène après décantation (DCO2h), en matières en suspension (MES), en azote total (Ntot), en phosphore total (Ptot) et en nitrates (NO3) mesurés dans le rejet d'eaux usées industrielles de l'établissement (valeurs calculées sur base des données de surveillance et de relevés conformément aux prescrits de la partie réglementaire du Code de l'eau). La valeur de NO3ind est optionnelle;

4° ETMind est la charge annuelle en ETM (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg) mesurés dans le rejet d'eaux usées industrielles de l'établissement (valeurs calculées sur base des données de surveillance et de relevés conformément aux prescrits de la partie réglementaire du Code de l'eau). La contribution de chaque ETM à la charge totale est pondérée par la norme (en mg/kg MS) applicable pour la valorisation agricole pour ledit ETM;

5° Volstep-tot, DCOstep-tot, MESstep-tot, Ntotstep-tot, Ptotstep-tot et ETMtot sont le volume et les charges traités annuellement par l'ensemble des stations d'épuration en Wallonie, sur base des données de l'année précédente;

6° ETMtot est la charge annuelle moyenne en ETM (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg) dans les boues de l'ensemble des stations d'épuration en Wallonie, sur base des données de l'année N-2, où chaque concentration moyenne est pondérée par la norme (en mg/kg MS) applicable pour la valorisation agricole pour ledit ETM;

7° a, b, c, d, e et f sont les coefficients de pondération établis en fonction de l'impact des différents paramètres sur les coûts d'exploitation des stations d'épuration. A partir du 1^{er} janvier 2020, ils sont adaptés tous les 5 ans par la S.P.G.E., sur base des données de l'année précédente.

Coût d'investissement (CI)

Le coût d'investissement est calculé sur la base des trois éléments suivants :

1° la charge d'amortissement et de la dette des stations de pompage, des stations d'épuration et des canalisations (hors réseau d'égouttage);

2° les charges et les volumes nominaux totaux des collecteurs et stations d'épuration (calculés sur base des charges nominales des stations d'épuration);

3° les charges reprises dans le permis de l'établissement;

ce qui se traduit sur base de la formule suivante :

$$CI = \frac{Vol_{\text{autorisé}}}{Vol_{\text{capacité coll}}} * I_{\text{coll}} + \left(a' \frac{Vol_{\text{autorisé}}}{Vol_{\text{capacité step}}} + b' \frac{0,85 * DCO_{\text{autorisé}}}{0,75 * DCO_{\text{capacité step}}} + c' \frac{0,2 * MES_{\text{autorisé}}}{0,5 * MES_{\text{capacité step}}} + d' \frac{Ntot_{\text{autorisé}}}{Ntot_{\text{capacité step}}} + e' \frac{Ptot_{\text{autorisé}}}{Ptot_{\text{capacité step}}} \right) * I_{\text{step}}$$

$$\text{avec } a' + b' + c' + d' + e' = 1$$

Où :

1° I_{coll} représente les coûts d'investissement et de financement annuels de l'année précédente du C.V.A.I. alloué aux collecteurs tenant compte d'un amortissement sur 40 ans. Il est actualisé chaque année sur base du relevé des investissements réalisés par la S.P.G.E. Pour les entreprises démontrant qu'elles écartent les eaux pluviales du réseau public d'eaux usées, le I_{coll} est diminué de 13 %;

2° $Vol_{\text{capacité coll}}$ représente la capacité nominale associée à I_{coll} en m³/jour sur base de 0,18 m³/EH.jour, sur base des données de l'année N-2;

3° I_{step} représente les coûts d'investissement et de financement annuels de l'année précédente des stations d'épuration publiques en cours de leasing déduction faite des coûts spécifiquement urbains (dessablage/déshuilage, Matières de Vidange de Fosses Septiques, Produits de Curage des Réseaux d'Assainissement) et qui, à partir du 1^{er} janvier 2020 est revu tous les 5 ans, sur base des données de l'année précédente;

4° $Vol_{\text{autorisé}}$, $DCO_{\text{autorisé}}$, $MES_{\text{autorisé}}$, $Ntot_{\text{autorisé}}$ et $Ptot_{\text{autorisé}}$ représentent les quantités en m³/jour et kg/jour calculées sur bases des valeurs moyennes journalières de l'autorisation de rejet de l'entreprise en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de calcul du CAI, après conversion éventuelle conformément à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 septembre 2020 relatif aux modèles de déclaration et aux modalités techniques intervenant dans le cadre de l'application de la taxe sur les eaux usées industrielles et du contrat de service d'assainissement industriel;

5° $Vol_{\text{capacité step}}$, $DCO_{\text{capacité step}}$, $MES_{\text{capacité step}}$, $Ntot_{\text{capacité step}}$, $Ptot_{\text{capacité step}}$ représentent les quantités nominales en m³/jour et kg/jour des stations d'épuration publique en cours de leasing pour l'année précédente;

6° a', b', c', d' et e' sont les coefficients de pondération établis en fonction de l'impact des différents paramètres sur les coûts d'investissement. A partir du 1^{er} janvier 2020, ils sont adaptés tous les 5 ans par la S.P.G.E., sur base des données de l'année précédente. »;

2° à l'article 7.6, les mots « A partir du 1^{er} janvier 2020, les tarifs unitaires (annexe 4) sont adaptés, tous les 5 ans, sur proposition de la S.P.G.E., sur base des données de l'année N-2, par arrêté ministériel. » sont remplacés par les mots « Les tarifs unitaires sont communiqués par la S.P.G.E. A partir du 1^{er} janvier 2020, ils sont adaptés tous les 5 ans, conformément à l'article R.336/3, § 1^{er}, sur base des données de l'année N-2. La méthode de calcul des tarifs unitaires est établie à l'annexe 4 du présent contrat. »;

3° l'article 9.1 est remplacé par ce qui suit :

« 9.1- Modalités

Chaque année pour le 15 juillet, la S.P.G.E. adresse une facture d'acompte du C.A.I. et du C.V.A. pour l'année en cours.

Par dérogation, la facture d'acompte du C.A.I. et du C.V.A. n'est pas adressée à l'établissement la première année qui suit la signature du contrat. La deuxième et la troisième année qui suivent la signature du contrat, le montant de l'acompte s'élève à 25 % du C.A.I. et du C.V.A. de l'année précédente. A partir de la quatrième année qui suit la signature du contrat, le montant de l'acompte s'élève à 50 % du C.A.I. et du C.V.A. de l'année précédente.

Chaque année pour le 15 octobre, la S.P.G.E. adresse une facture de régularisation (ou, selon le cas, une note de crédit) pour l'année précédente tenant compte de l'acompte versé. Cette facture ou cette note de crédit est justifiée par la note de calcul global.

Les paiements sont effectués au compte n°BE28 091-0122502-20 ouvert au nom de la S.P.G.E.

Les factures sont adressées à la société, adresse, n° de TVA, n° de compte (en cas de remboursement éventuel).

En cas de changement d'adresse de facturation, l'établissement est tenu d'en informer la S.P.G.E.

L'établissement, ses représentants, son mandataire, son liquidateur et son curateur informent la S.P.G.E. de toute procédure de liquidation, de réorganisation judiciaire ou de faillite.

Les factures émises par la S.P.G.E. sont payables à échéance.

La S.P.G.E. n'acceptera plus aucune contestation à l'expiration d'un délai de 6 mois après la facture de régularisation, celle-ci étant alors présumée acceptée par son destinataire. »;

4° l'article 14 est remplacé par ce qui suit :

« Article 14 – RESPONSABILITES

En cas de dommages aux personnes, aux biens et à l'environnement résultant directement ou indirectement des activités de l'établissement, ce dernier garantit la S.P.G.E. et l'OAA dans le cadre de toute action en dommages et intérêts qui serait intentée à leur égard par un ou plusieurs tiers.

L'établissement informe la S.P.G.E. et l'OAA de tout événement susceptible de nuire à l'exécution du présent contrat, au plus tard dans les 30 minutes après la découverte dudit événement en lui fournissant immédiatement toute précision utile à l'accomplissement du service d'assainissement. Cette information est à communiquer par courrier électronique à l'adresse cai@spge.be, et par téléphone au numéro renseigné sur la page www.spge.be. Pour être complète, l'information doit comprendre un descriptif de l'événement, les éventuelles mesures mises en place ou qui sont prévues au moment de la communication, et les coordonnées des personnes responsables. L'établissement informe son personnel de cette obligation et la fait respecter. La S.P.G.E. ne peut pas être tenue responsable d'une exécution non parfaite du présent contrat si elle en est informée tardivement ou d'une manière inadaptée dans la forme ou d'une manière jugée non complète.

L'établissement fournit à la S.P.G.E. la preuve (attestation et contrat, en annexe 6) de la souscription d'un contrat d'assurance « responsabilité civile exploitation » en vigueur par lequel est couvert le risque de dommages à la S.P.G.E., à l'OAA et aux tiers du fait de son activité, assurance souscrite auprès d'un assureur reconnu par la S.P.G.E. Les limites sont adaptées à l'activité de l'entreprise.

Pour toute modification de l'assurance « responsabilité civile exploitation » souscrite par l'établissement, celui-ci fournit la nouvelle attestation à la S.P.G.E. sans délais. L'établissement informe la S.P.G.E., par écrit et sans délai, de toute fin, suspension ou résiliation du contrat d'assurance « responsabilité civile exploitation ». Ne pas communiquer à la S.P.G.E. l'information requise sur l'existence ou sur la modification de ce contrat d'assurance « responsabilité civile exploitation » ou ne pas disposer d'une assurance « responsabilité civile exploitation » en vigueur constituent dans le chef de l'établissement une faute contractuelle pouvant entraîner la suspension ou la résiliation du présent contrat, après mise en demeure de la S.P.G.E.. »;

5° au titre C- ANNEXES AU CONTRAT, les mots « Annexe 4 – Tarifs unitaires » sont remplacés par les mots « Annexe 4 – Méthode de calcul des tarifs unitaires »;

6° à l'annexe 3 intitulée « CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES REJETS », il est inséré, sous l'intitulé de ladite annexe 3, un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« La suggestion de format ci-dessous peut être employée pour l'annexe 3. Alternativement, toute autre format reprenant clairement les mêmes informations peut être employé comme annexe 3. »;

7° l'annexe 4 est remplacée par ce qui suit :

« ANNEXE 4 - Méthode de calcul des tarifs unitaires

1. Principes

Lorsque le redevable y est autorisé par la S.P.G.E., le C.V.A.I. peut être calculé sur la base des tarifs unitaires.

2. Calcul du C.V.A.I.

Les tarifs unitaires sont définis pour chaque secteur en euro/m³ de rejet ou, à défaut, m³ de consommation.

Le C.V.A.I. est alors calculé selon la formule :

C.V.A.I. (euro) = tarif unitaire (euro/m³) * volume annuel d'eau usée industrielle déversée (ou consommée) au cours de l'année (m³)

3. Calcul des tarifs unitaires

Pour calculer le tarif unitaire de chaque secteur, il est utilisé les C.V.A.I. base de calcul selon :

tarif unitaire (en euro/m³) = C.V.A.I. base de calcul (euro/m³)*(1+i)*m

Le C.V.A.I. base de calcul de chaque secteur est la somme des C.V.A.I. exploitation de toutes les entreprises du secteur, ramenée au m³.

$i = \text{ratio } (C.V.A.I._{\text{investstep+coll}}) / C.V.A.I._{\text{expl}}$

où C.V.A.I._{investstep+coll} et C.V.A.I._{expl} sont des sommes des tarifs sur l'ensemble des secteurs

Pour l'année 2015, il est établi :

- i = 1,86

- m = 1,65 (facteur multiplicatif lié à l'application du C.V.A.I. tarif unitaire).

Par la suite, i est actualisé tous les 5 ans sur base des C.V.A.I._{investstep+coll} et C.V.A.I._{expl} déterminés sur la base des résultats de surveillance/relevés.

m est actualisé tous les 5 ans sur la base de l'évolution du C.V.A.I. moyen.

Le C.V.A.I. base de calcul de chaque secteur est révisé par la S.P.G.E. tous les 5 ans, en même temps que la révision de la formule de calcul du C.A.I.

Au 1^{er} janvier de chaque année, le montant des C.V.A.I. base de calcul est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation.

Dans le cas particulier des hôpitaux, des piscines et des piscicultures, les tarifs unitaires sont calculés tous les 5 ans sur la base des tarifs d'exploitation et d'investissement, et de la définition de l'équivalent-habitant. Le C.V.A.I. tarif unitaire est exprimé en euro/lit pour les hôpitaux, et en euro/m³ pour les piscines et les piscicultures. ».

Art. 5. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à partir du 1^{er} janvier 2022 aux contrats d'assainissement industriels à intervenir ou en vigueur à cette date.

Art. 6. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 9 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/34458]

9. DEZEMBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung von Anhang LVII des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, in Bezug auf das Muster eines Dienstleistungsvertrags für industrielle Abwasserreinigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Wallonischen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D. 260 § 3, eingefügt durch das Programmdekret vom 12. Dezember 2014 und abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018, D. 263 § 1, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2013;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Wallonischen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Berichts vom 25. Mai 2021, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 29. Oktober 2021 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

In Erwägung des Artikels R.336/62 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel R.165 § 22 wird die Wortfolge "in Anhang LVII" durch die Wortfolge "in Anhang LVIIbis" ersetzt.

Art. 2 - Der Anhang "Anhang LVII: Hinweisschilder für eine Präventivzone für eine Oberflächenwasserentnahmestelle" des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches wird wie folgt neu nummeriert: "Anhang LVIIbis: Hinweisschilder für eine Präventivzone für eine Oberflächenwasserentnahmestelle".

Art. 3 - In Artikel R.336/3 Paragraf 1 wird zwischen das Wort "Einheitstarife" und das Wort "fest" die Wortfolge "sowie Koeffizienten zur Berechnung des tatsächlichen Kostenpreises für die industrielle Abwasserreinigung" eingefügt.

Art. 4 - Anhang LVII mit dem Titel "Muster des Dienstleistungsvertrags für die industrielle Abwasserreinigung" des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° Artikel 7.1 wird durch Folgendes ersetzt:

"7.1 – Berechnung des KIAR

Der Betrieb zahlt den Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung (KIAR), der je nach den abgeleiteten Belastungen wie folgt berechnet wird:

Berechnungsformel des TKIAR

Der tatsächliche Kostenpreis für die industrielle Abwasserreinigung (TKIAR) wird jährlich nach folgender Formel berechnet:

$$\text{TKIAR} = (\text{CE} + \text{CI}) * 1,05$$

wobei :

1° CE: Betriebskosten ("coût d'exploitation");

2° CI: Investitionskosten ("coût d'investissement");

Zur Erinnerung : unbeschadet des Artikels 7.3 des Vertrags werden die Kosten der anderen Mikroschadstoffe als die Schwermetalle in diesem Stadium nicht berücksichtigt.

Der Koeffizient 1,05 stellt die Verwaltungskosten für die Durchführung des Dienstleistungsvertrags dar.

Betriebskosten ("CE")

Die Betriebskosten werden auf der Grundlage der folgenden drei Elemente berechnet:

- 1° die gesamten jährlichen Betriebskosten aller Sanierungsbauwerke, sowie die Kosten in Verbindung mit der Überwachung des industriellen Abwassers;
- 2° die globalen Belastungen und Volumen am Eingang der Klärstationen;
- 3° die vom Betrieb tatsächlich eingeleiteten Belastungen und Volumen.

Dies wird durch folgende Formel ausgedrückt:

$$CE = \left(a \frac{Vol_{ind}}{Vol_{step-tot}} + b \frac{1 * DCO2h_{ind}}{0,75 * DCO_{step-tot}} + c \frac{0,2 * MES_{ind}}{0,5 * MES_{step-tot}} + d \frac{Ntot_{ind}}{Ntot_{step-tot}} + e \frac{Ptot_{ind}}{Ptot_{step-tot}} - 2,86 * f * \frac{N - NO3_{ind}}{0,75 * DCO_{step-tot}} \right) * E + \frac{ETM_{ind}}{ETM_{tot}} * coût ETM$$

$$avec a + b + c + d + e = 1$$

Wobei:

1° E entspricht den gesamten jährlichen Betriebskosten der Sanierungsbauwerke, d.h. den Ausgaben für den Betrieb dieser Bauwerke, so wie sie sich aus der Buchführungsbilanz der S.P.G.E. des Vorjahres ergeben, einschließlich der erheblichen Ausgaben außerhalb des laufenden Betriebs (DIHEC, dépenses importantes hors exploitation courante), unter Abzug der Betriebserträge ohne Industrien, der Energiekosten des Sandabscheiders/Ölabscheiders und der mit den metallischen Spurenelementen (ETM, éléments traces métalliques) verbundenen Kosten;

2° Coût ETM ergibt sich aus der Multiplikation der Jahresmenge von Schlämmen, die wegen einer Überschreitung der Normen an metallischen Spurenelementen (ETM) aussortiert wurden, mit den Mehrkosten, die mit der thermischen Verwertung verbunden sind, auf der Grundlage der Daten des Vorjahres;

3° Volind, DCO2hind, MESind, Ntotind, Ptotind und NO3ind sind das Volumen und die jährlichen Belastungen in Sachen chemischer Sauerstoffbedarf nach Absetzung (DCO2h), Schwebstoffe (MES), Gesamtstickstoff (Ntot), Gesamtposphor (Ptot) und Nitrate (NO3), die im industriellen Abwasser des Betriebs gemessen werden (Werte, die auf der Grundlage der Überwachungs- und Erhebungsdaten gemäß den Vorschriften des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches berechnet werden). Der NO3ind-Wert ist optional;

4° ETMind ist die jährliche Belastung durch metallische Spurenelemente (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg), die in dem abgeleiteten industriellen Abwasser des Betriebs gemessen werden (Werte, die auf der Grundlage der Überwachungs- und Erhebungsdaten gemäß den Vorschriften des verordnungsrechtlichen Teils des Wassergesetzbuches berechnet werden). Der Beitrag eines jeden metallischen Spurenelements zu der Gesamtbelastung wird durch die Norm (in mg/kg Schwebstoff) gewichtet, die für die landwirtschaftliche Verwertung für das besagte metallische Spurenelement Anwendung findet;

5° Volstep-tot, DCOstep-tot, MESstep-tot, Ntotstep-tot, Ptotstep-tot und ETMtot sind das Volumen und die Belastungen, die jährlich durch die gesamten Klärstationen in der Wallonie behandelt werden, auf der Grundlage der Angaben des Vorjahres;

6° ETMtot ist die durchschnittliche jährliche Belastung durch metallische Spurenelemente (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg) in den Schlämmen der gesamten Klärstationen in der Wallonie, auf der Grundlage der Angaben des Jahres N-2, wo jede durchschnittliche Konzentration durch die Norm (in mg/kg Schwebstoff) gewichtet wird, die für die landwirtschaftliche Verwertung für das besagte metallische Spurenelement Anwendung findet;

7° a, b, c, d, e und f sind die Gewichtungskoeffizienten, die je nach den Auswirkungen der verschiedenen Parameter auf die Betriebskosten der Klärstationen festgelegt sind. Ab dem 1. Januar 2020 werden sie von der S.P.G.E. alle 5 Jahre auf der Grundlage der Daten des Vorjahres angepasst.

Investitionskosten ("CI")

Die Investitionskosten werden auf der Grundlage der folgenden drei Elemente berechnet:

1° der Abschreibungsaufwendungen und der Schuldenlast der Pumpstationen, der Klärstationen und der Kanalisationen (außerhalb des Entwässerungsnetzes);

2° der gesamten Nennlasten und -volumen der Abwassersammler und Klärstationen (berechnet auf der Grundlage der Nennlasten der Klärstationen);

3° der in der Genehmigung des Betriebs angeführten Lasten;

dies wird durch folgende Formel ausgedrückt:

$$CI = \frac{Vol_{autorisé}}{Vol_{capacité coll}} * I_{coll} + \left(a' \frac{Vol_{autorisé}}{Vol_{capacité step}} + b' \frac{0,85 * DCO_{autorisé}}{0,75 * DCO_{capacité step}} + c' \frac{0,2 * MES_{autorisé}}{0,5 * MES_{capacité step}} + d' \frac{Ntot_{autorisé}}{Ntot_{capacité step}} + e' \frac{Ptot_{autorisé}}{Ptot_{capacité step}} \right) * I_{step}$$

$$avec a' + b' + c' + d' + e' = 1$$

Wobei:

1° I_{col} stellt die jährlichen Investitions- und Finanzierungskosten des Vorjahres des tatsächlichen Kostenpreises für die industrielle Abwasserreinigung (TKIAR) dar, der den Sammlern unter Berücksichtigung einer Abschreibung auf 40 Jahre gewährt wird. Dieser Wert wird jedes Jahr auf der Grundlage der Aufstellung der von der S.P.G.E. getätigten Investitionen aktualisiert. Für die Betriebe, die nachweisen, dass sie das Regenwasser vom öffentlichen Abwassernetz fernhalten, wird I_{col} um 13 % verringert.

2° $\text{Vol}_{\text{capacit}^{\text{écoll}}}$ stellt die Nennkapazität verbunden mit I_{coll} in m^3/Tag auf der Grundlage von $0,18 \text{ m}^3/\text{EGW Tag}$, auf der Grundlage der Angaben des Jahres N-2, dar;

3° I_{step} stellt die jährlichen Investitions- und Finanzierungskosten des Vorjahres der öffentlichen Klärstationen mit laufendem Leasingvertrag unter Abzug der spezifischen städtischen Kosten (Entsandung/Entölung, Stoffe aus der Entleerung von Faulgruben, Produkte aus der Reinigung der Sanierungsnetze) dar, dessen Wert am 1. Januar 2013 $4,1\%$ beträgt und der ab dem 1. Januar 2020 alle 5 Jahre auf der Grundlage des Vorjahres revidiert wird;

4° $\text{Vol}_{\text{autorisé}}$, $\text{DCO}_{\text{autorisé}}$, $\text{MES}_{\text{autorisé}}$, $\text{Ntot}_{\text{autorisé}}$ und $\text{Ptot}_{\text{autorisé}}$ stellen die Mengen in m^3/Tag und kg/Tag dar, die auf der Grundlage der täglichen Durchschnittswerte der am 1. Januar des Jahres der Berechnung des KIAR gültigen Ableitungsgenehmigung des Betriebs berechnet werden, gegebenenfalls nach Umrechnung gemäß Anhang 2 des Ministeriellen Erlasses vom 17. September 2020 über die Erklärungsmuster und die technischen Modalitäten im Rahmen der Anwendung der Abgabe über industrielle Abwässer und des Dienstleistungsvertrags für die industrielle Abwasserreinigung;

5° $\text{Vol}_{\text{capacit}^{\text{éstep}}}$, $\text{DCO}_{\text{capacit}^{\text{éstep}}}$, $\text{MES}_{\text{capacit}^{\text{éstep}}}$, $\text{Ntot}_{\text{capacit}^{\text{éstep}}}$, $\text{Ptot}_{\text{capacit}^{\text{éstep}}}$ stellen die Nennmengen in m^3/Tag und kg/Tag der öffentlichen Klärstationen mit laufendem Leasingvertrag für das Vorjahr dar;

6° a', b', c', d' und e' sind die Gewichtungskoeffizienten, die je nach den Auswirkungen der verschiedenen Parameter auf die Investitionskosten festgelegt sind. Ab dem 1. Januar 2020 werden sie von der S.P.G.E. alle 5 Jahre auf der Grundlage der Daten des Vorjahres angepasst. ";

2° in Artikel 7.6 wird die Wortfolge "Ab dem 1. Januar 2020 werden die Einheitstarife (Anhang 4) alle fünf Jahre auf Vorschlag der S.P.G.E. auf der Grundlage der Daten des Jahres N-2 im Rahmen eines Ministeriellen Erlasses angepasst" durch die Wortfolge "Die Einheitstarife werden von der S.P.G.E. mitgeteilt. Ab dem 1. Januar 2020 werden sie alle 5 Jahre gemäß Artikel R.336/3 § 1 auf der Grundlage der Daten des Jahres N-2 angepasst. Die Methode zur Berechnung der Einheitstarife ist in Anhang 4 dieses Vertrags festgelegt.;"

3° Artikel 9.1 wird durch Folgendes ersetzt:

"9.1- Modalitäten

Die S.P.G.E. übermittelt jedes Jahr bis zum 15. Juli eine Anzahlungsrechnung über den KIAR und den TKAR für das laufende Jahr.

In Abweichung davon wird die Anzahlungsrechnung über den KIAR und den TKAR dem Betrieb nicht im ersten Jahr nach Unterzeichnung des Vertrages zugestellt. Im zweiten und dritten Jahr nach der Vertragsunterzeichnung beträgt die Anzahlung 25% des KIAR und des TKAR des Vorjahres. Ab dem vierten Jahr nach der Vertragsunterzeichnung beträgt die Anzahlung 50% des KIAR und des TKAR des Vorjahres.

Die S.P.G.E. übermittelt jedes Jahr bis zum 15. Oktober eine Nachtragsrechnung (" oder gegebenenfalls eine Gutschrift) für das Vorjahr unter Berücksichtigung der geleisteten Anzahlung Diese Rechnung oder Gutschrift wird durch die Gesamtberechnung belegt.

Die Überweisungen erfolgen auf das Konto Nr. BE28 091-0122502-20, das auf den Namen der S.P.G.E. eröffnet wurde.

Rechnungen werden geschickt an das Unternehmen, Anschrift, MwSt.-Nr., Kontonr. (für eine eventuelle Erstattung).

Im Falle einer Änderung der Rechnungsadresse muss der Betrieb die S.P.G.E. informieren.

Der Betrieb, seine Vertreter, sein Bevollmächtigter, sein Liquidator und sein Konkursverwalter informieren die S.P.G.E. über jedes Liquidationsverfahren, jede gerichtliche Reorganisation oder jeden Konkurs.

Von der S.P.G.E. ausgestellte Rechnungen sind bei Fälligkeit zahlbar.

Die S.P.G.E. wird nach Ablauf von 6 Monaten nach der Nachtragsrechnung, die dann als von ihrem Adressaten akzeptiert gilt, keine Beanstandungen mehr zulassen. ";

4° Artikel 14 wird durch Folgendes ersetzt:

"Artikel 14 - VERANTWORTLICHKEITEN

Im Falle von Personen-, Sach- und Umweltschäden, die sich direkt oder indirekt aus der Tätigkeit des Betriebs ergeben, stellt der Betrieb die S.P.G.E. und die ZSE im Rahmen jeglicher Geltendmachung von Schadenersatzansprüchen frei, die von einem oder mehreren Dritten gegen sie erhoben werden.

Der Betrieb informiert die S.P.G.E. und die ZSE über jedes Ereignis, das die Erfüllung des vorliegenden Vertrags beeinträchtigen könnte, spätestens innerhalb von 30 Minuten nach Entdeckung des Ereignisses, indem sie ihr unverzüglich alle für die Durchführung des Abwasserreinigungsdienstes nützlichen Einzelheiten mitteilt. Diese Informationen sind per E-Mail an die Adresse cai@spge.be und telefonisch an die auf der Seite www.spge.be angegebene Nummer zu übermitteln. Um vollständig zu sein, muss die Information eine Beschreibung des Ereignisses, mögliche Maßnahmen, die zum Zeitpunkt der Mitteilung ergriffen wurden oder geplant sind, und die Kontaktdaten der verantwortlichen Personen enthalten. Der Betrieb unterrichtet sein Personal über diese Pflicht und setzt sie durch. Die S.P.G.E. kann nicht für die nicht vollständige Erfüllung dieses Vertrags haftbar gemacht werden, wenn sie zu spät oder in einer der Form nach unangemessenen Weise oder in einer Weise, die als nicht vollständig erachtet wird, davon in Kenntnis gesetzt wird.

Der Betrieb legt der S.P.G.E. den Nachweis (Bescheinigung und Vertrag, in Anhang 6) über den Abschluss eines gültigen "Betriebshaftpflicht"-Versicherungsvertrags vor, durch den das Risiko von Schäden für die S.P.G.E., die OAA und Dritte aufgrund seiner Tätigkeit abgedeckt wird, wobei die Versicherung bei einem von der S.P.G.E. anerkannten Versicherer abgeschlossen wurde. Die Grenzen werden an die Betriebstätigkeit angepasst.

Bei jeder Änderung der von dem Betrieb abgeschlossenen Betriebshaftpflicht stellt der Betrieb der S.P.G.E. unverzüglich die neue Bescheinigung zur Verfügung. Der Betrieb informiert die S.P.G.E. schriftlich und unverzüglich über jede Beendigung, Aussetzung oder Kündigung des "Betriebshaftpflicht"-Versicherungsvertrags. Das Versäumnis, die S.P.G.E. die erforderlichen Informationen über das Bestehen oder die Änderung dieses "Betriebshaftpflicht"-Versicherungsvertrags mitzuteilen, oder das Versäumnis, über eine gültige Betriebshaftpflicht zu verfügen, stellt für den Betrieb einen Vertragsbruch dar, der nach einer Inverzugsetzung durch S.P.G.E. zur Aussetzung oder Kündigung des vorliegenden Vertrags führen kann.;"

5° in Titel C- ANHÄNGE ZUM VERTRAG wird die Wortfolge "Anhang 4 - Einheitstarife" durch die Wortfolge "Anhang 4 - Methode zur Berechnung der Einheitstarife" ersetzt;

6° In Anhang 3 mit dem Titel "TECHNISCHE BEDINGUNGEN IN BEZUG AUF DIE ABLEITUNGEN" wird unter der Überschrift des genannten Anhangs 3 ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Das unten vorgeschlagene Format kann als Anhang 3 verwendet werden. Alternativ kann jedes andere Format, das die gleichen Informationen eindeutig wiedergibt, als Anhang 3 verwendet werden. ";

7° Anhang 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"ANHANG 4 - Methode zur Berechnung der Einheitstarife

1. Grundsätze

Wenn der Abgabepflichtige von der S.P.G.E. dazu ermächtigt wird, kann der TKIAR auf der Grundlage von Einheitstarifen berechnet werden.

2. Berechnung des TKIAR

Die Einheitstarife werden für jeden Sektor in Euro/m³ Einleitungsmenge oder, falls nicht vorhanden, m³ Verbrauchsmenge festgelegt.

Der TKIAR wird dann nach folgender Formel berechnet:

TKIAR (Euro) = Einheitstarif (Euro/m³) * Jahresvolumen des im Laufe des Jahres eingeleiteten (oder verbrauchten) industriellen Abwassers (m³)

3. Berechnung der Einheitstarife

Um den Einheitstarif für jeden Sektor zu berechnen, werden die TKIAR Berechnungsgrundlage wie folgt verwendet:

Einheitstarif (in Euro/m³) = TKIAR Berechnungsgrundlage (Euro/m³)*(1+i)*m.

Der TKIAR Berechnungsgrundlage jedes Sektors ist die Summe der TKIAR Betrieb aller Betriebe des Sektors, heruntergerechnet auf m³.

i = Verhältnis (TKIAR_{investstep+coll})/TKIAR_{expl}

wobei TKIAR_{investstep+coll} und TKIAR_{expl} die Summen der Tarife über alle Sektoren hinweg sind.

Für das Jahr 2015 wird festgelegt:

- i = 1,86

- m = 1,65 (Multiplikationsfaktor aufgrund der Anwendung des TKIAR-Einheitstarifs).

Danach wird i alle 5 Jahre auf der Grundlage der TKIAR_{investstep+coll} und TKIAR_{expl}, die auf der Grundlage der Überwachungs-/Erhebungsergebnisse ermittelt wurden, aktualisiert.

m wird alle fünf Jahre auf der Grundlage der Entwicklung des durchschnittlichen TKIAR aktualisiert.

Der TKIAR Berechnungsgrundlage jedes Sektors wird von der S.P.G.E. alle 5 Jahre zusammen mit der Überarbeitung der Formel zur Berechnung des TKAR überarbeitet.

Am 1. Januar eines jeden Jahres wird der Betrag des als Berechnungsgrundlage dienenden TKIAR automatisch und von Rechts wegen an den Verbraucherpreisindex in seinem Stand von sechs Wochen vor dem Zeitpunkt der Indexierung angepasst.

Im Sonderfall von Krankenhäusern, Schwimmbädern und Fischzuchtanlagen werden die Einheitstarife alle fünf Jahre auf der Grundlage der Betriebs- und Investitionstarife und der Definition des Einwohnergleichwerts berechnet. Der TKIAR Einheitstarif wird für Krankenhäuser in Euro/Bett und für Schwimmbäder und Fischzuchtanlagen in Euro/m³ ausgedrückt.

Art. 5 - Die Bestimmungen dieses Erlasses sind anwendbar ab dem 1. Januar 2022 für Verträge für industrielle Abwasserreinigung, die zu diesem Zeitpunkt abgeschlossen werden oder in Kraft sind.

Art. 6 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Dezember 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/34458]

9 DECEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van bijlage LVII bij het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoud, met betrekking tot het model van dienstverleningscontract voor industriële sanering

De Waalse Regering,

Gelet op boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoud, de artikelen D.260, § 3, ingevoegd bij het programmadecreet van 12 december 2014 en gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018, D. 263, § 1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2013;

Gelet op het reglementair gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen op 25 mei 2021;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 29 oktober 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

Gelet op artikel R.336/6, § 2, van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;
Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. In artikel R.165, § 22, worden de woorden “in bijlage LVII” vervangen door de woorden “in bijlage LVIIbis”.

Art. 2. De bijlage “Bijlage LVII : Aanwijzingsborden van het voorkomingsgebied van oppervlaktewaterwinning” van het regelgevend deel van het Waterwetboek wordt als volgt hernummerd “Bijlage LVIIbis: Aanwijzingsborden van het voorkomingsgebied van oppervlaktewaterwinning”

Art. 3. In artikel R.336/3, paragraaf 1, worden na de woorden “de herziening van de eenheidstarieven” de woorden “en van de coëfficiënten voor de berekening van de reële kostprijs van de industriële sanering” ingevoegd.

Art. 4. In bijlage LVII met als opschrift “Model van dienstverleningscontract voor industriële sanering” van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoud, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° artikel 7.1 wordt vervangen als volgt:

“7.1 – Berekening van de CAI

De onderneming betaalt de kosten van de sanering van het industrieel afvalwater (“CAI”) die naar gelang van de geloosde hoeveelheden worden berekend, als volgt

Berekeningsformule van de “C.V.A.I.”

De reële kostprijs van de industriële sanering (“C.V.A.I.”) wordt jaarlijks berekend als volgt:

$$C.V.A.I. = (CE + CI) * 1,05$$

met:

1° CE : exploitatiekosten;

2° CI : investeringskosten;

Ter herinnering : onverminderd artikel 7.3 van het contract worden de kosten van andere microverontreinigende stoffen dan zware metalen in dit stadium niet in aanmerking genomen.

Coëfficiënt 1,05 vertegenwoordigt de beheerskosten die eigen zijn aan de uitvoering van het dienstverleningscontract.

Exploitatiekosten (CE)

De exploitatiekosten worden berekend op basis van de drie volgende elementen:

1° de totale jaarlijkse exploitatiekosten van alle saneringsinstallaties alsook de kosten gebonden aan de lozingen van de industriële lozingen;

2° de totale lasten en volume bij de ingang van de zuiveringsstations;

3° de door de inrichting daadwerkelijk geloosde lasten en volume.

Hetgeen uitgedrukt wordt in de volgende formule:

$$CE = \left(a \frac{Vol_{ind}}{Vol_{step-tot}} + b \frac{1 * DCO2h_{ind}}{0,75 * DCO_{step-tot}} + c \frac{0,2 * MES_{ind}}{0,5 * MES_{step-tot}} + d \frac{N_{tot_{ind}}}{N_{tot_{step-tot}}} + e \frac{P_{tot_{ind}}}{P_{tot_{step-tot}}} - 2,86 * f * \frac{N - NO3_{ind}}{0,75 * DCO_{step-tot}} \right) * E + \frac{ETM_{ind}}{ETM_{tot}} * \text{kosten ETM}$$

$$\text{met } a + b + c + d + e = 1$$

Waar :

1° E de jaarlijkse totale exploitatiekosten van de saneringsinstallaties zijn, namelijk de exploitatie-uitgaven van de boekhoudkundige balans van de S.P.G.E. van het voorgaande jaar, inclusief DIHEC (Aanzienlijke Uitgaven Exclusief Lopende Exploitatie), na aftrekking van de exploitatie opbrengsten exclusief industrieën, de energiekosten van afscheider/olieafscheider en de kosten betreffende de ETM (Elementen Metalen Sporen);

2° Kosten ETM de opbrengst is van de jaarlijkse hoeveelheid slib, als onbenutbaar geclassificeerd wegens de overschrijding van de normen in “ETM” door de meerkosten gebonden aan de thermische valorisatie, op basis van de gegevens van het voorgaande jaar;

3° Volind, DCO2hind, MESind, Ntotind, Ptotind en NO3ind het volume en de jaarlijkse lasten zijn in chemisch zuurstofverbruik na bezinking (DCO2h), in stoffen in suspensie (MES), in totale stikstof (Ntot), in totaal fosfor (Ptot) en in nitraten (NO3) gemeten in de lozing van industrieel afvalwater van de inrichting (waarden berekend op basis van de toezichtgegevens en van metingen overeenkomstig de voorschriften van het reglementair deel van het Waterwetboek). De waarde van NO3ind is facultatief;

4° ETMind de jaarlijkse last is in ETM (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg) gemeten in de lozing van industrieel afvalwater van de inrichting (waarden berekend op basis van de toezichtgegevens en van metingen overeenkomstig de voorschriften van het reglementair deel van het Waterwetboek). De bijdrage van elk ETM tot de totale last wordt gewogen door de norm (in mg/kg MS) van toepassing voor de landbouwkundige valorisatie voor bedoeld ETM;

5° Volstep-tot, DCOstep-tot, MESstep-tot, Ntotstep-tot, Ptotstep-tot et ETMtot het volume en de lasten zijn die jaarlijks behandeld worden door alle zuiveringsstations in Wallonië, op basis van de gegevens van het voorgaande jaar;

6° ETMtot de jaarlijkse gemiddelde last in ETM (Cd, Cu, Cr, Ni, Pb, Zn, Hg) is in het slib van alle zuiveringsstations in Wallonië, op basis van de gegevens N-2, waar elke gemiddelde concentratie gewogen wordt door de norm (in mg/kg MS) van toepassing voor de landbouwkundige valorisatie voor bedoeld ETM;

7° a, b, c, d, e en f de wegingcoëfficiënten zijn die vastgesteld zijn naar gelang van de impact van de verschillende parameters op de exploitatiekosten van de zuiveringsstations. Vanaf 1 januari 2020 worden ze om de vijf jaar door de “S.P.G.E.” aangepast, op basis van de gegevens van het voorgaande jaar.

Investeringskosten (CI)

De investeringskosten worden berekend op basis van de drie volgende elementen :

1° de afschrijvingslast en de schuld van de pompstations, van de zuiveringsstations en van de leidingen (buiten het rioleringsnet);

2° de lasten en de totale nominale volumes van de opvangriolen en de zuiveringsstations (berekend op basis van de nominale lasten van de zuiveringsstations);

3° de lasten vermeld in de milieuvergunning;

hetgeen uitgedrukt wordt in de volgende formule:

$$CI = \frac{Vol_{\text{autorisé}}}{Vol_{\text{capacité coll}}} * I_{\text{coll}} + \left(a' \frac{Vol_{\text{autorisé}}}{Vol_{\text{capacité step}}} + b' \frac{0,85 * DCO_{\text{autorisé}}}{0,75 * DCO_{\text{capacité step}}} + c' \frac{0,2 * MES_{\text{autorisé}}}{0,5 * MES_{\text{capacité step}}} + d' \frac{N_{\text{tot autorisé}}}{N_{\text{tot capacité step}}} + e' \frac{P_{\text{tot autorisé}}}{P_{\text{tot capacité step}}} \right) * I_{\text{step}}$$

$$\text{met } a' + b' + c' + d' + e' = 1$$

Waar :

1° I_{coll} de jaarlijkse investerings- en financieringskosten zijn van het voorgaande jaar van de "C.V.A.I." toegekend aan de opvangriolen rekening houdende met een afschrijving over 40 jaar. Deze waarden worden elk jaar bijgewerkt op basis van de meting van de door de "S.P.G.E." uitgevoerde investeringen. Voor de ondernemingen die bewijzen dat ze het regenwater scheiden van het openbare afvalwaternetwerk, wordt de I_{coll} met 13 % vermindert;

2° $Vol_{\text{capacité coll}}$ de nominale capaciteit is die verbonden is aan I_{coll} in m³/dag op basis van 0,18 m³/EH.dag, op basis van de gegevens van het jaar N-2;

3° I_{step} de jaarlijkse investerings- en financieringskosten zijn van het voorgaande jaar van de openbare zuiveringsstations in leasing, na aftrek van de specifieke stedelijke kosten (zandvang/afscheiding van olie, stoffen van ruiming van sceptische putten, producten van- reiniging van de saneringsnetten) en die vanaf 1 januari 2020 om de vijf jaar wordt herzien, op basis van de gegevens van het voorgaande jaar;

4° $Vol_{\text{autorisé}}$, $DCO_{\text{autorisé}}$, $MES_{\text{autorisé}}$, $N_{\text{tot autorisé}}$ en $P_{\text{tot autorisé}}$ de hoeveelheden in m³/dag en kg/dag zijn, die berekend worden op basis van de dagelijkse gemiddelde waarden van de lozingsvergunning van de onderneming die van kracht is op 1 januari van het jaar van de berekening van de "CAI", na eventuele conversie overeenkomstig bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 17 september 2020 betreffende de aangiftemodellen en technische modaliteiten voor de toepassing van de belasting op industrieel afvalwater en het contract voor industriële saneringsdiensten;

5° $Vol_{\text{capacité step}}$, $DCO_{\text{capacité step}}$, $MES_{\text{capacité step}}$, $N_{\text{tot capacité step}}$, $P_{\text{tot capacité step}}$ de nominale hoeveelheden in m³/dag en kg/dag van de openbare zuiveringsstations in leasing voor het vorige jaar;

6° a, b, c, d, e en f de wegingcoëfficiënten zijn die vastgesteld zijn naar gelang van de impact van de verschillende parameters op de investeringskosten. Vanaf 1 januari 2020 worden ze om de vijf jaar door de "S.P.G.E." aangepast, op basis van de gegevens van het voorgaande jaar.;"

2° in artikel 7.6, worden de woorden "Vanaf 1 januari 2020, worden de eenheidstarieven (bijlage 4) om de vijf jaar op voorstel van de "S.P.G.E." bij ministerieel besluit aangepast op basis van de gegevens van het jaar N-2." vervangen door de woorden door de woorden "De eenheidstarieven worden meegedeeld door de S.P.G.E. Vanaf 1 januari 2020 worden ze om de vijf jaar aangepast, overeenkomstig artikel R.336/3, §1, op basis van de gegevens van het jaar N-2. De methode voor de berekening van de eenheidstarieven is uiteengezet in bijlage 4 van dit contract.;"

3° artikel 9.1 wordt vervangen als volgt:

" 9.1- Modaliteiten

Elk jaar stuurt de S.P.G.E. vóór 15 juli een voorschotfactuur van de "C.A.I." en de "C.V.A." voor het lopende jaar.

In afwijking hiervan wordt de voorschotfactuur voor de "C.A.I." en de "C.V.A." in het eerste jaar na de ondertekening van het contract niet aan de inrichting toegezonden. In het tweede en derde jaar na de ondertekening van het contract bedraagt het voorschot 25% van het "C.A.I." en het "C.V.A." van het voorgaande jaar. Vanaf het vierde jaar na de ondertekening van het contract bedraagt het voorschot 50 % van het "C.A.I." en het "C.V.A." van het voorgaande jaar.

Elk jaar stuurt de S.P.G.E. vóór 15 oktober een regularisatiefactuur (of, in voorkomend geval, een creditnota) voor het voorgaande jaar, waarin rekening is gehouden met het gestorte voorschot. Deze factuur of creditnota wordt door de globale berekeningsnota gerechtvaardigd.

De betalingen worden gestort op rekening nr. BE28 091-0122502-20 geopend op naam van de "S.P.G.E."

De facturen worden gericht aan de maatschappij, adres, BTW-nummer, rekeningnummer (in geval van eventuele terugbetaling).

In geval van wijziging van het factureringsadres moet de inrichting de S.P.G.E. daarvan in kennis stellen.

De inrichting, haar vertegenwoordigers, haar mandataris, haar vereffenaar en haar curator stellen de S.P.G.E. in kennis van elke liquidatieprocedure, gerechtelijke reorganisatie of faillissement.

De door de "S.P.G.E." uitgebrachte facturen zijn betaalbaar op de vervaldag.

De S.P.G.E. zal geen enkele betwisting meer aanvaarden na het verstrijken van een termijn van 6 maanden na de regularisatiefactuur, die dan geacht wordt door de bestemming te zijn aanvaard.;"

4° artikel 14 wordt vervangen als volgt:

"Artikel 14 - AANSPRAKELIJKHEDEN

In geval van schade aan personen, goederen en het milieu die direct of indirect voortvloeit uit de activiteiten van de inrichting, staat deze laatste borg voor de S.P.G.E. en de OAA in het kader van elke vordering tot schadevergoeding die tegen hen kan worden ingesteld door een of meer derden.

De inrichting stelt de S.P.G.E. en de OAA in kennis van elke gebeurtenis die nadelig kan zijn voor de uitvoering van dit contract, en wel uiterlijk binnen 30 minuten na de ontdekking van deze gebeurtenis, waarbij de inrichting onmiddellijk alle informatie verstrekt die nuttig kan zijn voor de uitvoering van de saneringsdienst. Deze informatie moet per e-mail worden gezonden naar cai@spge.be, en per telefoon naar het nummer dat is vermeld op de pagina www.spge.be. Om volledig te zijn moet de informatie een beschrijving van de gebeurtenis bevatten, alsmede de maatregelen die zijn genomen of op het ogenblik van de mededeling zijn gepland, en de contactgegevens van de verantwoordelijke personen. De inrichting informeert haar personeel over deze verplichting en ziet erop toe dat zij wordt nageleefd. De "S.P.G.E." kan niet verantwoordelijk worden gesteld voor een niet-perfecte uitvoering van dit contract indien zij te laat of op een ontoereikende of onvolledig geachte wijze op de hoogte wordt gebracht.

De inrichting verstrekt de S.P.G.E. het bewijs (attest en contract, in bijlage 6) dat zij bij een door de S.P.G.E. erkende verzekeraar een verzekeringspolis "burgerlijke aansprakelijkheid-exploitatie" heeft afgesloten die het risico dekt van schade aan de "S.P.G.E.", de "OAA" en derden ten gevolge van haar activiteit. De limieten zijn aangepast aan de activiteit van de onderneming.

Voor elke wijziging van de door de inrichting afgesloten verzekering "burgerlijke aansprakelijkheid-exploitatie" dient zij het nieuwe certificaat onverwijld aan de S.P.G.E. over te leggen. Het bedrijf stelt de "S.P.G.E." onverwijld schriftelijk in kennis van elke beëindiging, opschorting of annulering van het verzekeringscontract "burgerlijke aansprakelijkheid-exploitatie". Het niet verstrekken aan de "S.P.G.E." van de vereiste informatie over het bestaan of de wijziging van dit verzekeringscontract "burgerlijke aansprakelijkheid-exploitatie" of het niet van kracht zijn van een verzekeringspolis "burgerlijke aansprakelijkheid-exploitatie" vormt een contractuele fout van de inrichting die kan leiden tot opschorting of beëindiging van dit contract, na ingebrekestelling door de "S.P.G.E.";

5° in titel C - BIJLAGEN BIJ HET CONTRACT, worden de woorden "Bijlage 4 - Eenheidstarieven" vervangen door de woorden "Bijlage 4 - Methode voor de berekening van de eenheidstarieven";

6° in bijlage 3, getiteld "TECHNISCHE VOORWAARDEN TOT VASTSTELLING VAN DE LOZINGEN", wordt een nieuw lid ingevoegd onder het opschrift van die bijlage 3, dat luidt als volgt:

"Voor bijlage 3 kan het onderstaande formaat worden gebruikt. Als alternatief kan een ander formaat worden gebruikt dat duidelijk dezelfde informatie bevat als bijlage 3.";

7° artikel 4 wordt vervangen als volgt:

"BIJLAGE 4 - Methode voor de berekening van eenheidstarieven

1. Beginselen

Wanneer de belastingplichtige daartoe door de "S.P.G.E." is gemachtigd, kan de "C.V.A.I." worden berekend op basis van eenheidstarieven.

2. Berekening van de "C.V.A.I."

De eenheidstarieven worden voor elke sector vastgesteld in euro/m³ lozing of, bij ontstentenis daarvan, m³ verbruik.

De "C.V.A.I." wordt dan berekend volgens de formule :

C.V.A.I. (euro) = eenheidsprijs (euro/m³) * jaarlijks volume geloosd (of verbruikt) industrieel afvalwater (m³)

3. Berekening van de eenheidstarieven

Om het eenheidstarief voor elke sector te berekenen, wordt de C.V.A.I. als berekeningsgrondslag gebruikt volgens :
eenheidsprijs (in euro/m³) = "C.V.A.I." berekeningsgrondslag (euro/m³)*(1+i)*m

De "C.V.A.I." die voor de berekening van elke sector wordt gebruikt, is de som van de exploitatie-"C.V.A.I." van alle ondernemingen in de sector, uitgedrukt per m³.

$i = \text{ratio } (C.V.A.I._{\text{investstep+coll}}) / C.V.A.I._{\text{expl}}$

waarbij C.V.A.I._{investstep+coll} et C.V.A.I._{expl} sommen zijn van de tarieven over alle sectoren

Voor het jaar 2015, wordt er vastgesteld:

- i = 1,86

- m = 1,65 (vermenigvuldigingsfactor in verband met de toepassing van het eenheidstarief van de "C.V.A.I.").

Daarna wordt i om de 5 jaar geactualiseerd op basis van de C.V.A.I._{investstep+coll} et C.V.A.I._{expl} bepaald op basis van de resultaten van toezicht/metingen.

m wordt om de 5 jaar geactualiseerd op basis van de ontwikkeling van de gemiddelde "C.V.A.I."

De berekeningsgrondslag van de "C.V.A.I." voor elke sector wordt om de vijf jaar door de S.P.G.E. herzien, tegelijk met de herziening van de berekeningsformule van de "C.V.A.I."

Dat bedrag van de "C.V.A.I.", berekeningsgrondslag wordt jaarlijks op 1 januari automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen dat zes weken vóór de datum van de indexering van kracht is.

In het bijzondere geval van ziekenhuizen, zwembaden en viskwekerijen worden de eenheidstarieven om de 5 jaar berekend op basis van de exploitatie- en investeringstarieven en de definitie van het inwonerequivalent. Het eenheidstarief van de C.V.A.I. wordt uitgedrukt in euro/bed voor ziekenhuizen, en in euro/m³ voor zwembaden en viskwekerijen.

Art. 5. De bepalingen van dit besluit zijn met ingang van 1 januari 2022 van toepassing op industriële saneringscontracten die zich op die datum voordoen of van kracht zijn.

Art. 6. De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 december 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER